

CONCOURS INTERNE DE BIBLIOTHECAIRE TERRITORIAL

SESSION 2020
REPORTÉE À 2021

ÉPREUVE DE NOTE

ÉPREUVE D'ADMISSIBILITÉ :

Rédaction d'une note de synthèse, établie à partir d'un dossier portant au choix du candidat exprimé au moment de l'inscription :

- **soit sur les lettres et les sciences humaines et sociales**
- **soit sur les sciences exactes et naturelles et les techniques**
- **soit sur les sciences juridiques, politiques ou économiques**

Durée : 3 heures
Coefficient : 2

LETTRES ET SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

<p>À LIRE ATTENTIVEMENT AVANT DE TRAITER LE SUJET :</p> <ul style="list-style-type: none">♦ Vous ne devez faire apparaître aucun signe distinctif dans votre copie, ni votre nom ou un nom fictif, ni initiales, ni votre numéro de convocation, ni le nom de votre collectivité employeur, de la commune où vous résidez ou du lieu de la salle d'examen où vous composez, ni nom de collectivité fictif non indiqué dans le sujet, ni signature ou paraphe.♦ Sauf consignes particulières figurant dans le sujet, vous devez impérativement utiliser une seule et même couleur non effaçable pour écrire et/ou souligner. Seule l'encre noire ou l'encre bleue est autorisée. L'utilisation de plus d'une couleur, d'une couleur non autorisée, d'un surligneur pourra être considérée comme un signe distinctif.♦ Le non-respect des règles ci-dessus peut entraîner l'annulation de la copie par le jury.♦ Les feuilles de brouillon ne seront en aucun cas prises en compte.

Ce sujet comprend 31 pages.

Il appartient au candidat de vérifier que le document comprend le nombre de pages indiqué.

S'il est incomplet, en avertir le surveillant.

Vous êtes bibliothécaire territorial de la ville de Cultureville.

L'élu délégué à la culture vous demande de rédiger à son attention, exclusivement à l'aide des documents joints, une note sur le tourisme de masse.

Liste des documents :

- Document 1 :** « Tourisme de masse : quelles solutions ? » (Extraits) - C. Andres - *bilan.ch* - 21 août 2018 - 3 pages
- Document 2 :** « Dix chiffres sur le tourisme en France et dans le monde » - E. Pflimlin - *lemonde.fr* - 15 mars 2018 - 1 page
- Document 3 :** « La cité de Carcassonne entre patrimoine d'exception et tourisme de masse » (Extrait) - M.-G. Colin - *Editions de la Maison des sciences de l'homme* - 2000 - 2 pages
- Document 4 :** « Tourisme de masse : une majorité de Français prêts à renoncer à certaines destinations » (Extraits) - I. Cussac - *lefigaro.fr* - 8 juin 2019 - 1 page
- Document 5 :** « Barcelone face au tourisme de masse : "tourismophobie" et "vivre ensemble" » (Extraits) - P. Ballester - Revue Téoros n° 37 - *journals.openedition.org* - Janvier-juin 2018 - 7 pages
- Document 6 :** « L'industrie du tourisme est-elle en train de détruire le voyage ? » (Extraits) - Entretien avec R. Christin - E. Bastié - *lefigaro.fr* - 17 août 2018 - 2 pages
- Document 7 :** « Le tourisme n'est pas notre ennemi. C'est son expansion qu'il faut encadrer pour une croissance durable » - T. Rifai - Organisation mondiale du tourisme (OMT) - *media.unwto.org* - 15 août 2017 - 2 pages
- Document 8 :** « L'avènement du tourisme de masse sous les tropiques. Éléments de réflexion sur les enjeux touristiques dans l'espace caribéen » (Extraits) - O. Dehoorne - *Etudes caribéennes* n° 4 - *journals.openedition.org* - Juillet 2006 - 5 pages
- Document 9 :** « Le Cap-Vert fait le pari d'un tourisme durable qui profite à tous » - R. Mbog - *lemonde.fr* - 28 août 2019 - 2 pages
- Document 10 :** « Tourisme de masse : manne ou calamité ? » (Extraits) - J.-N. Escudié - *banquedesterritoires.fr* - 30 juillet 2018 - 3 pages
- Document 11 :** « Slow tourism, cuisine solidaire, maisons écologiques : l'Italie, terre d'innovations durables » (Extrait) - M. Taberlet - *linfodurable.fr* - 18 février 2019 - 1 page

Documents reproduits avec l'autorisation du C.F.C.

Certains documents peuvent comporter des renvois à des notes ou à des documents non fournis car non indispensables à la compréhension du sujet.

Tourisme de masse : quelles solutions ?

Interdire le tourisme ? C'est la solution drastique adoptée ce printemps par une île des Philippines. Depuis quelques années une série d'initiatives ont eu lieu à travers le monde pour limiter l'impact souvent négatif du tourisme. Peu sont efficaces.

En 2018, la liste des 'meilleures destinations' de l'année a bien vécu. CNN établit plutôt un palmarès des lieux à éviter tant ils sont défigurés par le tourisme de masse. Aux Philippines, l'île de Boracay a elle carrément été interdite aux touristes en avril dernier, après avoir été submergée de visiteurs suite à sa distinction parmi les meilleures destinations insulaires en 2016 par le guide Condé Nast. En 2017, c'est l'Unesco qui dans son rapport annuel pointait déjà, et de façon paradoxale, les risques du tourisme pour les sites qu'elle avait elle-même contribué à populariser via son célèbre label du patrimoine mondial.

Bétonisation, détérioration de l'environnement, uniformisation, appauvrissement,... Les impacts négatifs du tourisme de masse sont reconnus et étudiés depuis les années 1970 par des géographes et des anthropologues, et largement dénoncés depuis. « La notion de capacité de charge a été également appliquée à l'étude de ce phénomène », explique le professeur Rafael Matos-Wasem, chercheur à la Haute école de gestion et tourisme de la HES-SO Valais. « On parle de capacité de charge environnementale, selon la possibilité de nourrir et d'accueillir d'un lieu. Mais il y a aussi la capacité de charge sociale : combien de personnes les locaux peuvent-ils accepter ? Cela dépend bien sûr aussi des intérêts de chaque individu, ce n'est pas identique si l'on est agriculteur ou restaurateur. Enfin il y a la capacité de charge psychologique du touriste. Les Finlandais préfèrent être seuls pour méditer et se ressourcer, les Chypriotes au contraire aiment être en groupe, c'est le résultat d'une enquête. »

Mais malgré les avertissements et études, le tourisme de masse n'a cessé de croître. « Les arrivées internationales augmentent de 4 % par an, et ce presque sans pause depuis les années 1970, sauf durant la crise pétrolière ou celle de 2008. Le nombre de passagers aériens a augmenté l'an dernier de 7 % au niveau mondial ; c'est énorme : cela implique un doublement sur dix ans », indique Rafael Matos-Wasem.

A noter, ce phénomène est très élitaire. « Seuls 5 à 10 % de la population mondiale peut se permettre de voyager. Le gros des émissions CO2 en raison du tourisme est émis par des touristes du Nord : un Suisse prend 4 à 5 vols aériens par an, un Hondurien se limitera à un vol dans sa vie. Bien entendu, c'est plus nuancé puisqu'il y a une certaine démocratisation : le tourisme chinois, y compris domestique, augmente régulièrement, le salaire moyen y est désormais de 500 \$. Et en Inde c'est pareil », ajoute Rafael Matos-Wasem.

Cette saturation touche désormais de plus en plus les pays du Nord. Barcelone, Berlin, Venise ont été parmi les premières à devoir prendre des mesures pour limiter le flot de visiteurs qui menacent leur qualité de vie. Panorama des solutions existantes et de leur efficacité.

- **Interdire**

C'est le cas de la petite île philippine de Boracay. La mesure pose évidemment problème. Prise sans consulter ni aider réellement les gens sur place, elle aurait impliqué le chômage immédiat de 36 000 personnes. « Beaucoup de gens vivent de l'économie informelle et vont se retrouver sans revenus. C'est extrême. Les Philippines sont un pays autoritaire, pour ne pas dire plus. Il y a des intérêts économiques derrière cette décision : la construction d'un casino est en projet sur l'île, la fermeture permet de nettoyer le site temporairement pour

faciliter la création de cet établissement » remarque Rafael Matos-Wasem. Par ailleurs, il rappelle que d'autres îles confrontées aux mêmes défis environnementaux ont fait le choix d'interdire l'accès aux touristes durant un temps restreint, mais avec des mesures d'information et d'accompagnement à leur égard leur permettant de s'organiser.

Cette option soulève l'un des débats les plus anciens : faut-il sacrifier certains lieux, quartiers, archipels, vallées, et en interdire d'autres aux visiteurs ? [...] Pour le moment aucune des deux options ne semble être la panacée.

- **Imposer ou proposer des quotas**

C'est une solution contraignante mais de plus en plus prisée. Ces quotas peuvent être un nombre maximal de personnes par jour, par an, défini de manière aléatoire, 'premier arrivé, premier servi', ou sur réservation. A Dubrovnik (Croatie), 8 000 touristes au maximum sont acceptés sur la même tranche horaire. C'est le cas des musées ou sites qui, comme l'Alhambra (Grenade, Espagne), proposent de réserver son billet et limitent l'entrée à ceux l'ayant réservée. Ou des Cinque Terre qui avec leur billet journalier ont permis de récolter des revenus nécessaires à l'entretien de leurs sites naturels classés à l'Unesco.

Les arrivées peuvent aussi être modulées via le prix, « ce qui pose la question de la justice sociale. » Ainsi il faudra déboursier 200 à 250 \$ par jour pour faire du tourisme au Bhoutan. Enfin ils peuvent concerner certaines catégories de personnes. Dans l'Everest, les enfants et les plus de 70 ans ne sont en effet pas autorisés à réaliser une ascension.

Plus polémique : l'Inde a décidé de limiter l'accès au Taj Mahal... pour les touristes indiens uniquement. Ces derniers qui s'acquittent d'un tarif réservé aux locaux devront payer le tarif international si le quota journalier de touristes indiens est atteint.

Les quotas apparaissent « comme un instrument de régulation performant », note Rafael Matos-Wasem. A condition de disposer d'un système efficace de contrôle.

- **Diriger les flux de touristes**

Une autre manière de moduler l'accès à des sites, revient à leur demander de rester sur les sentiers, les empêcher de sortir des routes tracées via des panneaux, des clôtures ou encore des planches en bois. A Venise, très touchée par le tourisme de masse, les itinéraires de bateaux de plus de 40 000 tonnes ont ainsi été modifiés. C'est une solution utilisée notamment dans les parcs naturels. [...] Des dispositifs efficaces mais qui devraient être élaborés avec des spécialistes pour bien remplir leur rôle. Et, encore une fois, pouvoir être contrôlés par des autorités disposant de moyens.

- **Interdire et punir**

Une solution radicale, notamment pour limiter le littering, et l'afflux de déchets. « À Singapour, on est amendé pour un chewing-gum ou un papier gras jetés par terre », rappelle Rafael Matos-Wasem. Le Botswana, lui, a interdit l'importation de sacs en plastique, « les valises des voyageurs sont fouillées à l'arrivée. » [...] Des initiatives efficaces, mais pour le moment minoritaires.

- **Limiter l'offre de lits touristiques pour lutter contre saturation et la hausse des loyers**

Barcelone, Berlin et Paris ont été les premiers à prendre des mesures drastiques contre l'explosion incontrôlée de locations de type Airbnb qui contribuent à la hausse de loyers et la gentrification. Pour Rafael Matos-Wasem, pour que ces mesures fonctionnent, elles doivent combiner plusieurs règles : « les logements ne doivent pas être transformés en logements pour touristes, il faut pouvoir limiter la location à quelques semaines par an, faire payer des taxes aux loueurs, les faire inscrire dans un registre officiel ». Des choix qui supposent une volonté politique, avec des équipes pour contrôler leur mise en œuvre. A Barcelone, c'est l'arrivée d'Ada Colau, dirigeante proche de la gauche radicale qui a permis ce changement. « Elle a notamment proposé de ne permettre de nouvelles locations de type Airbnb que dans

certains quartiers périphériques pour désengorger le centre et redynamiser les commerces de quartier, tout en encadrant ce procédé pour éviter la gentrification. Ce redimensionnement spatial est également une bonne option » note Rafael Matos-Wasem.

- **Demander l'avis de la population locale et l'impliquer**

« En faisant participer les habitants à la mise en place du tourisme, cela permet de le rendre acceptable, et que les habitants locaux en profitent vraiment. Nombre d'études montrent que jusqu'à 70 % de l'argent dépensé par les touristes dans certains pays du Sud revient dans le Nord. Une bonne dose de concertation est nécessaire pour que chacun puisse y trouver son compte », estime Rafael Matos-Wasem.

- **Sensibiliser les touristes**

« Il faudrait le faire sur place et idéalement aussi avant le départ », note le chercheur, qui déplore que pour le moment, seules quelques agences de voyages spécialisées s'y emploient. « Enseigner aux enfants comment se comporter en tant que futur touriste, penser à ses impacts, réfléchir à la destination, prendre en compte des critères éthiques ne s'apprend pas à l'école mais il le faudrait », estime-t-il. Reste à poser la question des différences sociales entre élèves : quid de ceux qui ne voyagent pas ? Toujours est-il que « les offres all-inclusive avec petits déjeuners copieux, trois douches par jour, etc. » posent question, et devraient être questionnées. Des recommandations existent pourtant au niveau mondial. Un code mondial d'éthique du tourisme a été établi et un récent document présenté lors d'une des grand-messes annuelles du tourisme, à Berlin, *Transforming tourism*, élaboré par des membres de la société civile et des chercheurs offre des pistes intéressantes. Reste que la problématique est avant tout politique. Et que la gouvernance de ce secteur n'est pas à l'ordre du jour.

DOCUMENT 2

lemonde.fr
E. Pflimlin
15 mars 2018

Dix chiffres sur le tourisme en France et dans le monde

L'Hexagone est la première destination des touristes dans le monde.

- **En France**

83 millions

C'est le nombre d'étrangers venus visiter la France en 2016 (82,6 millions en métropole et environ 400 000 dans les départements d'outre-mer), selon les chiffres du ministère des affaires étrangères.

2 millions

C'est le nombre de touristes chinois venus en France en 2016, un chiffre en légère baisse par rapport à 2015, qui avait connu un record de fréquentation chinoise, avec 2,2 millions de visiteurs. En l'espace de cinq ans, la clientèle chinoise a doublé, mais elle reste encore loin derrière le premier pays contributeur de touristes extraeuropéens, les Etats-Unis, avec 4,2 millions de leurs compatriotes venus visiter notre pays en 2016.

42,5 milliards

C'est le montant total, en dollars, des recettes liées au tourisme en 2016 en France, selon les chiffres de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), soit 34,37 milliards d'euros. Ce montant place le pays en cinquième position dans ce domaine, derrière les Etats-Unis (205,9 milliards de dollars), l'Espagne (60,3 milliards), la Thaïlande (49,9 milliards) et la Chine (44,4 milliards).

7,3 %

C'est la part du produit intérieur brut généré par le tourisme en France. Selon le gouvernement, ce secteur représente 2 millions d'emplois directs et indirects et les objectifs fixés pour 2020 pourraient créer 300 000 emplois supplémentaires sur l'ensemble du territoire.

64 %

C'est la proportion de Français de 15 ans et plus qui sont partis en vacances en 2017, un record, selon le baromètre Opodo-Raffour publié mardi 13 mars.

- **A l'échelle mondiale**

1,2 milliard

C'est le nombre de touristes qui ont voyagé à travers le monde en 2016, selon l'OMT. L'organisation estime que ce chiffre devrait augmenter de 3,3 % par an dans les dix prochaines années, pour atteindre 1,8 milliard d'ici à 2030.

10 %

C'est la part du tourisme dans le PIB mondial en 2017, toujours selon les estimations de l'OMT. Cette année-là, le tourisme a concerné un emploi sur dix et représenté 7 % des exportations mondiales, soit 1 400 milliards de dollars.

+ 9 %

C'est le pourcentage d'augmentation du tourisme en Asie-Pacifique en 2016 — soit 24 millions de touristes en plus —, ce qui fait de cette zone celle qui a connu la plus forte croissance, devant l'Afrique (8 %) et les Amériques (3 %). Raisons notamment avancées par l'OMT : l'amélioration des liaisons aériennes, les tarifs de transport, plus abordables, et l'assouplissement des exigences en matière de visas.

DOCUMENT 3

Editions de la Maison des sciences de l'homme
M.-G. Colin
2000
Extrait

La cité de Carcassonne entre patrimoine d'exception et tourisme de masse

S'il fallait définir d'un mot la cité de Carcassonne, le plus approprié serait sans doute celui de complexité. Complexité historique et architecturale de toute évidence, fruit d'une occupation humaine vieille de 2 500 ans, elle a connu bien des évolutions avant de devenir le monument historique que nous connaissons aujourd'hui. Complexité domaniale ensuite si l'on considère que se juxtaposent ici, sur une superficie d'à peine sept hectares, les domaines publics de l'État et de la Ville d'une part, le domaine privé à usage commercial et d'habitation d'autre part. Complexité de gestion encore, dans la mesure où les exigences liées à la conservation et à la mise en valeur d'un patrimoine d'exception sont confrontées quotidiennement à un afflux touristique de masse et aux nécessités qu'impose la vie urbaine contemporaine. Complexité voire contradiction, enfin, dans les perspectives de développement car, si cette fréquentation touristique revêt une importance économique majeure dans un département où le secteur industriel s'est beaucoup affaibli, elle porte également en elle le risque évident de la perte d'identité culturelle et patrimoniale du lieu.

La première moitié du XX^e siècle voit le début des activités touristiques et culturelles, notamment marquées par les fêtes du bimillénaire de la cité en 1928. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce nouvel usage du monument connaît un développement continu, les fortifications de Carcassonne permettant à chacun, de l'écolier anonyme au cinéaste de renom, de donner corps à l'imaginaire médiéval collectif et individuel. On estime à deux millions et demi de personnes la fréquentation annuelle de la cité, parmi lesquelles on compte plus de 40 % de visiteurs étrangers. Il est d'ailleurs à signaler que cette fréquentation touristique s'est encore accrue de près de 15 % en 1998 et 1999, à la suite de l'inscription par l'Unesco, en décembre 1997, de la ville historique fortifiée de Carcassonne sur la liste du Patrimoine de l'Humanité.

Cette situation n'est évidemment pas sans poser de nombreux problèmes en termes de conservation, de gestion, d'accueil du public et de mise en valeur, l'objectif étant d'adapter sans le trahir ce patrimoine à une consommation touristique massive aux forts enjeux économiques. A cet égard, le quartier urbain qui occupe l'intérieur des remparts cristallise toutes les difficultés. Là, aux côtés des parties classées appartenant à l'État, les questions de voirie, d'aménagement, de propreté, de stationnement, d'attribution des emplacements commerciaux sur la voie publique relèvent de la responsabilité de la mairie. Les maisons elles-mêmes appartiennent quant à elles à des personnes privées, qui pour la plupart résident désormais hors de la cité et ont implanté des commerces dans leurs anciennes résidences.

Cette imbrication étroite entre le patrimoine architectural et une vie urbaine permanente est un des grands atouts de la cité de Carcassonne, contrairement à des lieux tout aussi forts et chargés d'histoire dont on ferme les portes le soir après la visite et qui ne sont plus que des lieux de mémoire. Le monument est au cœur d'une ville qui vit, mais cette animation urbaine est plus aujourd'hui le fruit d'une intense activité touristique et commerciale que l'expression de l'identité propre d'un lieu qui a perdu la plus grande part de ses habitants et a laissé beaucoup de son âme dans son adaptation à de nouveaux usages. Il est un fait avéré que la cité s'est très largement transformée au cours des dernières décennies, offrant désormais l'image d'une place de surenchère commerciale sans que personne ne s'inquiète des dérives que cela entraînait ou n'agisse à temps pour les éviter. Toutes les personnes et institutions vivant ou travaillant à Carcassonne ont peu ou prou une part de responsabilité dans cet état de fait :

- les commerçants eux-mêmes qui n'éprouvent sans doute pas un respect suffisant à l'égard des lieux qui les font vivre ;
- la municipalité qui n'a pas suffisamment pris ses responsabilités pour éviter les excès publicitaires et commerciaux, ou pour organiser le stationnement des véhicules toujours plus nombreux qui défigurent le site ;
- les services de l'État enfin, qui ont certes essayé de préserver au mieux le domaine dont ils avaient la charge mais n'ont pas su réagir à temps pour s'opposer aux dérives auxquelles ils assistaient impuissants.

Le contraste est saisissant aujourd'hui, entre un patrimoine architectural et un lieu de mémoire d'une richesse historique extraordinaire d'une part ; et d'autre part les enjeux économiques et commerciaux que le développement du tourisme de masse engendre, au risque de dégrader durablement la qualité du site.

La récente inscription de la ville historique fortifiée de Carcassonne sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco a fait prendre conscience à beaucoup de l'intérêt non seulement exceptionnel mais universel du monument et du site mais aussi de leur fragilité, non pas tant en ce qui concerne la restauration des bâtiments eux-mêmes, que l'État assume de manière satisfaisante, mais pour tout ce qui touche à l'environnement immédiat du monument et lui donne vie. Des améliorations importantes devraient s'ensuivre, notamment en ce qui concerne le stationnement des véhicules et le traitement des façades. En outre, les collectivités publiques (Ville, Département, État) travaillent ensemble à la réalisation d'une structure commune d'accueil et d'information des visiteurs, qui devrait être située immédiatement en amont de l'entrée orientale de la cité. Mais il est peu probable que ces différentes réalisations, si réussies soient-elles, redonnent à la cité son caractère d'autrefois, les mutations opérées étant vraisemblablement trop profondes pour qu'il y ait un réel changement de cap. L'avenir de ce haut lieu patrimonial dépend en grande partie désormais de la capacité qu'auront tous les partenaires publics et privés concernés à concilier deux éléments apparemment contradictoires : d'un côté la nécessaire reconversion économique d'une région peu industrielle pour laquelle le développement touristique est une grande chance, de l'autre les exigences à affirmer en matière de qualité du contenu culturel et de respect de l'authenticité du monument.

DOCUMENT 4

lefigaro.fr
I. Cussac
8 juin 2019
Extraits

Tourisme de masse : une majorité de Français prêts à renoncer à certaines destinations

63 % des Français se disent prêts à éviter certaines destinations si celles-ci sont trop fréquentées, selon une étude publiée par l'agence Comptoir des Voyages.

Le tourisme de masse ne cesse d'augmenter, ainsi que le nombre de déconvenues et accidents qui l'accompagnent. Un paquebot de croisière hors de contrôle a ainsi heurté un quai puis un autre bateau à Venise il y a quelques jours, faisant plusieurs blessés. Dans un tout autre registre, des centres-villes entiers se vident de leurs habitants, au profit des locations meublées. Même l'Everest est atteint, avec des embouteillages d'alpinistes qui ont causé dix morts en quelques jours. Et le phénomène du surtourisme n'est pas près de faiblir : l'année dernière encore, le tourisme mondial a augmenté de 6 %, pour 1,4 milliard de personnes, selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT).

Certaines villes tentent de juguler les flux de visiteurs, notamment en instaurant des taxes spécifiques aux touristes. [...] Les pouvoirs publics ne sont cependant pas les seuls à réagir, certains voyageurs s'adaptant d'eux-mêmes à cette nouvelle donne, comme le montre une étude menée par le spécialiste des sondages en ligne Toluna pour l'agence Comptoir des Voyages*. 63 % des Français se disent ainsi prêts à renoncer à visiter un site si celui-ci est trop fréquenté. [...]

Dubaï, première ville à éviter

Au premier rang des villes à éviter pour cette raison, selon 27 % des sondés, figure Dubaï. Celle-ci est suivie de Marrakech (25 %), Bangkok (24 %), Rio de Janeiro (22 %), Venise (21 %), Barcelone (20 %), New York (20 %), Istanbul (18 %), Mexico (16 %) et enfin Kyoto (16 %). La ville de Dubrovnik en Croatie, qui accueille 4,2 millions de visiteurs par an, pour 43 000 habitants, ne figure pas dans ce top 10, mais y aurait toute sa place : « L'été, la ville est surpeuplée, c'est impossible de marcher », déplore Alain Capestan.

Plus spécifiquement, l'affluence dans certains monuments emblématiques crée un véritable effet repoussoir auprès d'une grande partie de potentiels visiteurs : la place Saint Marc à Venise devient ainsi le premier lieu à éviter pour 47 % des sondés, devant le Taj Mahal (44 %), le Vatican (38 %) puis la Grande Muraille de Chine (34 %).

Côté solutions, 42 % des personnes interrogées prônent les voyages en décalé. « Le surtourisme est un phénomène auquel les gens réagissent, nous constatons un déplacement des dates », confirme Alain Capestan. D'ailleurs, si son agence enregistre une croissance annuelle de 12 %, celle-ci n'est « que » de 8 % pour les mois de juillet et août, contre presque 30 % en septembre, octobre, novembre et avril. « Désormais il n'y a plus seulement les juilletistes et les aoûtistes, il y a aussi les septembriens », sourit-il. [...]

Haro sur les perches à selfie

Les bateaux de croisière, décriés pour la place qu'ils prennent et la pollution qu'ils génèrent, sont considérés comme une grande source de perturbation par 65 % des interrogés. « Certains vacanciers me demandent les jours d'arrivées des bateaux de croisière pour ne pas être sur place à ce moment-là », confie le président de Comptoir des Voyages.

Enfin, la perche à selfie, autre corollaire du tourisme de masse, devrait être interdite, estiment les répondants dans une grande majorité (71 %).

*Sondage Toluna pour Comptoir des voyages, mené en avril 2019, sur un échantillon de 1 000 personnes représentatives de la population française.

DOCUMENT 5

journals.openedition.org
P. Ballester
Revue Téoros n° 37
Janvier-juin 2018
Extraits

Barcelone face au tourisme de masse : "tourismophobie" et "vivre ensemble"

Matteo Secchi, président de venessia.com : « Les Vénitiens ne sont pas contre les touristes. Il est juste que les touristes puissent visiter Venise, mais il est aussi juste que ses habitants puissent y vivre. Le défi est de réussir à concilier ces deux mondes différents ».

L'exemplarité du succès de la Barcelone touristique provient immanquablement de l'effet des JO sur l'augmentation de la fréquentation touristique, mais aussi de la démultiplication de l'offre hôtelière lors de la période 2002-2015. Le nombre de lits passe de 25 000 en 1992 à plus de 70 000 en 2015. Le tourisme représente, selon certaines études, plus de 15 % du produit intérieur brut de la capitale catalane et plus de 200 000 emplois avec des impacts économiques directs et indirects, dont des revenus dépassant les 10 milliards d'€ par an. Dans l'ensemble de ces interventions urbanistiques, les activités touristiques et de services sont au cœur des interrogations des aménageurs.

De plus, si l'on se réfère aux archives de la municipalité de Barcelone, au début des années 1980, la capitale catalane n'est pas considérée comme une ville touristique majeure en Europe, elle n'enregistre que 800 000 touristes internationaux en 1981, elle se situe par le nombre de visiteurs internationaux au-delà de la vingtième place des villes européennes touristiques avec moins de un million de visiteurs par an, en raison des effets du second choc pétrolier sur le tourisme d'affaires, de faillites retentissantes d'entreprises hôtelières vieillottes et d'une mauvaise image de la ville en relation avec l'insécurité et la présence de *pickpockets*. Elle compte péniblement sur la Sagrada Familia comme point d'appui et d'attractivité. Malgré une exposition universelle en 1888 et internationale en 1929 suivie par des Jeux méditerranéens en 1955 et le tourisme d'affaires et de foire commerciale, il faut attendre le bond en avant produit par l'effet JO. La régénération de sa façade littorale aujourd'hui est impressionnante et la ville est devenue une destination privilégiée pour les touristes internationaux.

La métropole est classée quatrième ville la plus visitée en Europe sur le Top City Destinations Ranking, en 2012, et troisième selon le programme MasterCard, en 2015, derrière Londres et Paris. Au demeurant, Barcelone se situe, dépendant des classements consultés, entre la seizième et la huitième place des villes les plus visitées au monde en 2015. Néanmoins [...] il est possible de rétorquer ici que d'autres capitales européennes ont connu ce même processus et que les flux des touristes augmentent à l'échelle mondiale, notamment pour les « city-breaks ».

Le classement Euromonitor semble néanmoins conforter nos propos concernant le fait que la capitale catalane enregistre le plus de dépenses par cartes de crédit par les touristes internationaux en Espagne (22 % des dépenses totales sur l'Espagne en 2014). De plus, le tourisme de croisière est un bon exemple pour expliquer un avantage comparatif face aux autres capitales européennes. Celui-ci connaît une forte croissance avec 2,68 millions de

croisiéristes à Barcelone en 2017 (trafic total de passager), octroyant à la capitale catalane le titre de premier port de croisières d'Europe devant Venise et le quatrième du monde, derrière les trois principaux ports de Floride. Par ailleurs, selon une étude municipale de 2017, le tourisme de croisières rapporterait plus de 475 millions d'€ par an, constituant un élément déterminant de l'orientation économique de la capitale catalane.

Enfin, l'image et les représentations véhiculées sur la métropole sont à souligner. Le Football Club de Barcelone (Barça) et son musée offrent à l'échelle internationale et pratiquement chaque semaine une fenêtre sur la ville grâce aux compétitions sportives retransmises à la télévision avec son célèbre joueur Lionel Messi. Il demeure aussi certaines incongruités qui en disent long sur le pouvoir d'évocation de la ville à travers l'œuvre d'Antonio Gaudí, très prisée par les Japonais, et la globalisation des loisirs. À la fin de l'année 2015 et durant presque toute l'année 2016, le manga *One Piece* d'Eiichirō Oda (manga et anime le plus lu et vu au monde) a présenté l'arc de Dressrosa et le combat entre le héros Luffy et Doflamingo, dans une ville pastiche du parc Güell, sur la quasi-totalité des chaînes du monde et auprès d'un public d'adolescents et d'amateurs de manga : l'image d'une œuvre associée à celle d'une ville ressemblant étrangement à Barcelone s'est imposée pendant plus d'un an sur l'ensemble des réseaux câblés, sociaux et hertziens.

Toujours sur ce portrait du succès touristique, on pourrait faire état des milliers de pages publicitaires dans les magazines de voyage paraissant dans le monde entier et célébrant la destination comme une valeur sûre du tourisme européen. De très nombreux classements qualitatifs s'ajoutent à la stratégie marketing et médiatique de la ville, faisant de cette destination un résumé du mode de vie méditerranéen, du magasinage et du loisir urbain de qualité, illustrant parfaitement l'expression anglo-saxonne « *city breaks* ».

À cela, les crises du printemps arabe ont dirigé durablement depuis plus de cinq ans les flux de touristes sur les côtes espagnoles. L'opinion publique se rend compte progressivement que l'accélération des flux touristiques, concomitants de la mondialisation et de ses effets, ont des conséquences sur le tissu urbain et social des quartiers les plus visités.

Barcelone, de la révolte des quartiers populaires à la coexistence touriste–habitant

Sur le plan médiatique et surtout celui de la prise de conscience des politiques, c'est avec la Barceloneta, un quartier populaire, que les dissensions entre touristes et habitants se font jour à l'échelle locale, puis mondiale, par le jeu des réseaux sociaux et d'Internet. [...]

Août 2014 : L'exemplarité de la révolte de la Barceloneta

Il aura fallu un événement anecdotique à la mi-août 2014, qui s'était déjà produit par le passé – un groupe de jeunes Espagnols, Madrilènes, complètement nus, venant de la plage et cachant leur sexe avec leurs mains pour essayer d'acheter des aliments dans une supérette tenue par des Pakistanais – pour faire réagir l'un des reporters photographes les plus célèbres de Barcelone, natif du quartier et indigné par ce qu'il est devenu. Ces photographies prises par hasard se répandent le jour suivant dans tout le microcosme intellectuel catalan et dans la presse nationale puis mondiale, produisant une riposte de l'Association des habitants de la Barceloneta qui se traduit par de multiples manifestations. Il

s'agit des plus importantes manifestations de la Barceloneta contemporaine contre le tourisme d'ivresse. Elles se poursuivent pendant un mois pour aboutir, à la mi-septembre 2014, à une chaîne humaine pour le retour à une urbanité d'antan, mais qui ne reviendra pas à la suite de l'extension de l'écoumène touristique dans les quartiers les plus populaires de la capitale catalane. Cette révolte est significative d'une crise, non pas de pauvreté mais de richesse de notre monde post-contemporain, mais aussi de profusion et de contradiction dans le fait de gérer la venue des touristes et de les loger, tout en basculant dans un nouveau rapport au monde où la précarité des uns côtoie l'opulence des autres.

De fait, la question du choix du quartier pour notre analyse s'est imposée par notre présence lors des événements et de multiples manifestations du mois d'août 2014 montrant que la pression touristique s'exerce essentiellement sur une partie du centre-ville et du littoral. L'histoire de ce quartier est à mettre en relation avec les aménités de localisation et d'infrastructures reconnues et novatrices évoquées lors de sa construction, des atouts à nouveau plébiscités par les touristes contemporains. [...] Puis, la ville olympique change complètement l'esprit du quartier, car des années 1960 jusqu'à nos jours, plus l'activité portuaire de pêche décline, plus l'importance touristique se révèle aux habitants du quartier. Par ailleurs, la croissance mondiale du tourisme international et la construction contemporaine de centres de recherche sur sa frange nord rendent ce quartier identifiable et attractif. À cette situation avantageuse, la présence de ruelles typiques et animées permet une première identification positive du quartier par les touristes en tant que petit port méditerranéen. Un spot de surf est officialisé dans les années 1990, donnant le départ ou accompagnant pour certains habitants les débuts d'une migration estudiantine de masse renforcée par l'événement olympique de 1992. En outre, sur une partie de la plage, la pratique du nudisme est plus ou moins encadrée et de grands travaux pour des hôtels, un casino au nord (Port olympique) et des bars-restaurants contemporains s'agrègent et permettent une continuité du bâti et des moyens doux de circulation. [...]

De quartier populaire de pêcheurs à quartier touristique, les habitants s'interrogent sur l'avenir de leur quartier. Les armes des plus faibles sont des affiches sauvages sur des bouts de carton, mais aussi les manifestations et l'interpellation directe des touristes sur la plage. Il y a parfois des mises en scène, comme le fait de voir tracter un mini-canon à boulet en face de la mairie de Barcelone en août 2014 et d'effectuer un tir symbolique sur la place centrale devant la presse pour montrer le désarroi de la population locale. On observe un traitement médiatique d'une crise qui ressemble à une sorte de grève du vivre ensemble avec des artifices médiatiques reposant sur l'interlocuteur principal du quartier : l'association de voisinage. Elle est interrogée par tous les organes de presse nationaux et étrangers, dont TV Tokyo et CNN en août 2014, qui découvrent à l'époque le paysage urbain du quartier et interrogent pour les télévisions nationales les habitants qui expriment leur exaspération. [...]

Généralement, l'ensemble des incivilités répertoriées lors de notre enquête de terrain réalisée auprès des habitants entre 2014 et 2015 rend insoutenable la vie des habitants du quartier quand ils se retrouvent dans des immeubles où la part des locations saisonnières est majoritaire.

Analyse des pancartes revendicatrices des balcons et des manifestations

La présence d'appartements touristiques légaux et illégaux sur le front de mer (déclarés ou pas à la mairie comme activités de tourisme) implique un dispositif visuel de pancartes revendicatrices accrochées aux balcons, qui peuvent apporter un surplus d'informations aux entretiens que nous avons menés fin août et début septembre 2014 auprès d'une trentaine de locataires et de propriétaires, y résidant souvent depuis plus de trente ans, majoritairement natifs du quartier et âgés de plus de cinquante ans [...]. De cette révolte-
crise urbaine, il reste une série de discours et de prises de parole désignant un mécontentement de la population du quartier qui sent son espace public lui « échapper », se dégrader. [...]

Les événements d'août 2014 montrent que les habitants sont prêts à manifester leur mécontentement face à des comportements de jeunes fêtards incompatibles avec la vie d'un quartier historique de la capitale catalane. Le phénomène et les attitudes en lien avec le tourisme de masse se présentent entre autres à travers l'expression usitée de tourisme d'ivresse, *turismo de borrachera*, qui se retrouve sur une bonne part des côtes espagnoles. [...]

Les habitants de la Barceloneta ne sont pas tous contre le tourisme, mais plutôt contre les incivilités qui vont de pair principalement avec l'alcool et les dérives de la nuit. L'analyse des paroles et des pancartes accrochées aux balcons de la Barceloneta est révélatrice d'une complexité de la demande citoyenne : une partie des habitants se sont résignés à voir changer durablement leur quartier, mais ils veulent des touristes plus éduqués, moins jeunes, moins enclins à faire la fête et à consommer de la drogue, et qui montrent des valeurs de respect et d'écoute envers des populations les plus fragiles.

Certaines familles moins aisées vivent aussi de la manne touristique et concilient très bien location et résidence principale depuis plus de trente ans. De plus, il doit bien exister un apport positif de cette rencontre entre nomades internationaux et sédentaires populaires ou de classe moyenne : quelques hypothèses peuvent voir le jour, comme le dynamisme de la jeunesse, l'entraide entre les générations, un dialogue renouvelé, des rencontres fortuites et la naissance d'amitiés à long terme. Ici, nous abordons des hypothèses à l'échelle de l'individu. Néanmoins, la part des appartements locatifs connaît une forte croissance depuis 2009, changeant les habitudes foncières de résidentielle à locative à la suite d'héritage, de fin de bail ou de non-paiement de loyer menant à l'expulsion (plus rare pour ce quartier). [...] Il reste toujours une très grande quantité d'offres de location sur Internet, pour attirer des gens de tous les pays.

Vers un nouveau phénomène urbain : la « gentritouristification » ?

[...] Les statistiques corroborent nos observations concernant cette nouvelle industrie touristique : le nombre de boutiques et les activités de tourisme et d'hôtellerie composent les trois quarts de l'activité du quartier ; la valeur locative n'a fait qu'augmenter de 2004 à 2014 pour connaître une stabilisation après 2015 ; quant aux ventes et aux locations (officiellement recensées), elles connaissent une croissance de près de 25 % entre 2010 et

2016. Il reste que l'entreprise en ligne Airbnb, dans ses propos officiels sur le quartier, fait un aveu : « *le calme est ailleurs* » ; malgré quelques références au patrimoine, on discerne bien l'ambiance festive vantée par cette entreprise à des fins commerciales, tout en caricaturant sa population.

Une crise urbaine révélatrice d'un malaise plus grand face aux effets du tourisme

La Barceloneta n'est pas un cas isolé. Depuis les manifestations d'août 2014, ce sont tous les quartiers autour de monuments phares de la ville qui sont touchés par des manifestations, notamment la Sagrada Familia, le parc Güell, la quasi-totalité du centre-ville avec le quartier du Raval, El Born, les alentours du Passeig de Graciá et, depuis peu, une partie du district de Poblenou et de ses plages. Les tiraillements sont bien présents à l'échelle de la ville et de la région. Pour le secteur de la Sagrada Familia, des manifestations et à nouveau des pancartes adossées aux balcons offrent une nouvelle visibilité aux habitants. Les associations de quartier demandent des services publics de proximité à la place de nouveaux hôtels tout proches du sanctuaire, ceux-ci s'implantant généralement à la place d'anciens casinos, salles de spectacles ou immeubles délabrés.

Le fait de réclamer au maire de l'époque, Xavier Trias, et au maire actuel, Ada Colau, de fermer les appartements de location de vacances non déclarés ne change pas la tendance, c'est-à-dire de voir des quartiers perdre leur identité avec la disparition d'un tissu social ancien, d'un secteur marchand de boutiques traditionnelles, au profit de cafés, supérettes, bars et des espaces publics de plus en plus sales.

D'ailleurs, à l'échelle de la Méditerranée, d'autres métropoles sont touchées par ce phénomène avec une intensité plus ou moins forte, comme à Lisbonne où des collectifs d'artistes lancent des campagnes anonymes d'affichage pour rappeler les effets d'un tourisme de masse sur le tissu urbain dans une analogie comparant le tourisme au tremblement de terre de 1755. Lisbonne connaît aussi ce phénomène d'éviction des populations à travers une reformulation des espaces publics, mais aussi des effets de la crise économique actuelle et de l'impact de l'exposition internationale de 1998 sur une partie des quartiers du front de mer.

La destruction du tissu social est au cœur des interrogations des manifestants qui demandent une mixité sociale et fonctionnelle accrue, mais aussi le retour à une qualité du tourisme par la montée en gamme des activités et des commerces, tout comme l'invocation d'un comportement plus respectueux des touristes. Barcelone est une ville qui se veut moderne et attractive internationalement, mais aussi en proie de plus en plus à des tensions et à des contradictions issues du tourisme de masse en milieu urbain. Il en ressort un mécanisme de rejet de la présence des touristes au sein d'espaces publics souvent exigus et fragiles, car il y a une concentration d'habitats populaires avec des associations de quartier actives, et ce, sur fond de crise sociale relayée par une préoccupation principale : la perte ou non de son logement au profit d'un appartement touristique.

La « révolte de la Barceloneta » est en fait un révélateur d'une transition vers un nouveau modèle de ville contemporaine s'adaptant au phénomène des loisirs de masse ; il interroge

le succès de la Barcelone touristique, tout en montrant les limites d'une telle entreprise et d'une gouvernance contradictoire.

Les effets néfastes du city break : vers une stratégie touristique plus durable ?

De nos jours, les stratégies touristiques barcelonaises sont pétries de contradictions. La capitale catalane représente un cas exemplaire des effets négatifs d'un tourisme de masse en milieu urbain et d'une trop forte dépendance de l'économie des services. La « tourismophobie » – l'expression même – est née officiellement à Barcelone pendant l'été 2016 au sujet d'un épiphénomène provenant de groupuscule d'étudiants monté en épingle.

Barcelone : lieu de naissance de la tourismophobie

Le débat est important en Espagne ; le terme tourismophobie provient de ce pays et du journal madrilène *El País*. La polémique éclate fin juillet 2017 quand quatre personnes encagoulées obligent un autocar de tourisme de Barcelone à s'arrêter, crèvent ses pneus et peignent sur son pare-brise le slogan « Le tourisme tue les quartiers ». Il s'agit ni plus ni moins d'une action d'éclat d'une minorité agissante du groupe d'extrême gauche appelé *Arran*, mouvement de jeunes du petit parti d'extrême gauche indépendantiste Candidatura d'Unitat Popular (CUP) qui compte, selon la police locale, moins de 500 membres. Ici, on touche les dérives de la surmédiation d'événements grâce aux réseaux sociaux et à leurs actions filmées et publiées en guise de mini-commandos touristophobes, notamment le groupe *Endavant* pour le quartier de Poblenou et ses propos virulents contre les touristes. On peut voir des graffitis sur le sol et des menaces contre les touristes qui, selon le groupuscule, nuisent au tissu urbain et à l'authenticité des quartiers.

Il reste un sentiment de prise en compte très rapide des incidents de Barcelone à travers les propos énergiques du chef de gouvernement espagnol Mariano Rajoy ; il exhorte lors d'une conférence de presse les acteurs du tourisme à ne pas recevoir le touriste « à coups de pied », ce qui lui semble une aberration ; le tourisme représente une image positive de l'Espagne et de son économie. Le groupuscule d'étudiants nie bien souvent dans des colloques, des manifestations et des feuillets les principes élémentaires de la démocratie, de l'économie de marché, de la liberté d'entreprendre. Selon les groupes d'activistes, le coupable est forcément le touriste et non pas les acteurs politiques incapables de prévoir à long terme leurs actions en planifiant des politiques publiques soutenables ; le coupable et encore une fois le touriste étranger – mais curieusement pas le touriste catalan ou même celui du reste de l'Espagne – et les Anglo-Saxons sont bien souvent stigmatisés.

Il ne faut pas non plus oublier que le touriste n'est pas *un* touriste lambda, les comportements ne sont pas identiques chez tous les touristes, il existe aussi des touristes soucieux de comprendre la culture catalane et de respecter l'intérêt des populations locales et du bien public. La stigmatisation et l'exaspération visent généralement les touristes ivres, le plus souvent des étudiants qui choisissent Barcelone comme lieu où passer la semaine de relâche scolaire (*spring break*), à l'instar de Miami. L'alcool en vente libre, à des prix avantageux, ne fait qu'accroître des dérives encouragées par la publicité de grandes

marques de boissons énergisantes ou alcoolisées, avec des beuveries déguisées en happenings ou festivals. Quant aux touristophobes, combien sont-ils à Barcelone ? Certainement pas la majorité silencieuse pro-touriste et encore moins, si l'on analyse les sondages que la mairie a effectués pour à la fois se rassurer et donner une image ouverte de la capitale catalane. Moins de 10 % de la population voit dans l'attaque de l'autocar abordé plus haut un acte légitime. Pour les autorités de la Ville, l'activité touristique oblige les acteurs locaux à repenser une nouvelle gouvernance plus sévère avec des objectifs sur les court, moyen et long termes.

DOCUMENT 6

lefigaro.fr
E. Bastié
Entretien avec R. Christin
17 août 2018 – Extraits

L'industrie du tourisme est-elle en train de détruire le voyage ?

Rodolphe Christin critique les dérives du tourisme de masse et de l'industrie touristique. Il faut distinguer le voyage, authentique quête de l'esprit, et le tourisme, norme sociale devenue hégémonique dans nos sociétés de consommation, plaide l'auteur.

Rodolphe Christin est sociologue et essayiste. Il est notamment l'auteur du Manuel de l'antitourisme (Ecosociété, 2018) et de L'Usure du monde, critique de la déraison touristique (L'Échappée, 2014).

Vous avez écrit un essai critiquant le tourisme de masse. Qu'entendez-vous par « déraison touristique » et de quand datez-vous les dérives de l'industrie touristique ?

L'industrie touristique a connu une longue et progressive évolution. Sa généralisation a été rendue possible grâce à plusieurs facteurs. Alors que le tourisme était au départ réservé à l'aristocratie, les bourgeois l'ont ensuite pratiqué puis, plus tard, les classes moyennes des pays développés. Le jeu de l'imitation sociale du « grand » par le « petit » a favorisé l'adhésion à la norme touristique. La société salariale issue de la révolution industrielle, puis les congés payés, ensuite l'avènement de la société de consommation après la Seconde guerre mondiale, ont forgé les conditions socio-économiques qui ont fait du voyage un produit désirable comme un autre. Les évolutions technologiques (machine à vapeur, moteur à explosion), l'aménagement du territoire et l'implantation d'infrastructures de circulation et d'accueil ont permis de rendre indolore l'épreuve de l'espace, et de réduire considérablement les risques liés à la vie hors de chez soi. Notons que pour pratiquer le tourisme, c'est-à-dire le déplacement dans un but d'agrément, il faut avoir les moyens économiques de se déplacer pour le plaisir. Cet excédent budgétaire n'est, aujourd'hui encore, pas donné à tout le monde. Voilà pourquoi le tourisme est un phénomène d'abord occidental ; seules les classes les plus aisées des pays en voie de développement visitent le monde et, dans nos sociétés riches sur le plan matériel, près de 40 % de la population déclarent ne pas avoir les moyens de partir en vacances.

Selon l'Observatoire des inégalités, 80 % des cadres partent contre 50 % des ouvriers. Plus on est haut placé sur l'échelle des revenus, plus on part en vacances. Ceux qui ne partent pas ne le font pas par choix, mais parce qu'ils estiment ne pas en avoir les moyens financiers. La norme aujourd'hui pousse au départ en vacances, être en congés ne suffit pas. Ce que je trouve « déraisonnable », c'est cette pression sociale qui fait consensus et qui rend l'activité touristique unanimement désirable alors que le tourisme n'est en rien une industrie vertueuse. Dans un monde organisé comme un système touristique, nous sommes tous des touristes à un moment ou à un autre. Par conséquent, mieux vaut critiquer le tourisme que les touristes, ça heurte moins et c'est plus efficace.

Quel est l'impact sur l'environnement de l'hypermobilité induite par le tourisme de masse ?

Lorsqu'on parle de tourisme de masse, on imagine, à juste titre, un nombre toujours plus important de touristes. Les prévisions de l'Organisation Mondiale du Tourisme sont en effet très optimistes, le tourisme semble ne pas connaître la crise. Son développement repose sur l'usage de l'avion qui permet de partir plus souvent, pour des séjours courts, or l'avion est un important émetteur de gaz à effet de serre. Le développement du tourisme de croisière est également préoccupant. Les navires émettent en moyenne, en une journée, autant de particules fines qu'un million de voitures, le soufre en plus. Bien entendu, les habitants des ports et les passagers sont les premiers à en souffrir. L'étude récente d'un chercheur australien évalue à 8 % la part du tourisme dans la production de gaz à effet de serre par les activités humaines. Mais il faut encore compter avec la formidable empreinte, voire l'emprise, du tourisme sur l'organisation des territoires : axes de circulations, créations d'infrastructures, modélisation des paysages, zonages spatiaux, etc. Le tourisme est la dimension centrale

d'un mode de vie dont on sait qu'il n'est pas durable et qui fait converger vers lui beaucoup d'autres secteurs d'activité : hôtellerie-restauration, BTP, transports, production d'énergie... Je parlais tout à l'heure des moyens financiers nécessaires pour se déplacer pour le plaisir, mais il faut aussi de gros moyens énergétiques.

De plus la surfréquentation des lieux entraîne une pression sur l'eau, des problèmes de traitement des déchets, des embouteillages, des hausses des prix qui entravent la vie locale, et d'autres nuisances encore.

Comment distinguer l'authentique voyage du tourisme ? Est-il encore possible de voyager dans un univers mondialisé ?

Vous abordez une question délicate, car les critères objectifs manquent pour opérer une distinction claire, précise. La part du voyage est la part initiatique nichée en secret dans le fait de se mouvoir dans un monde inconnu, qui oblige à faire l'expérience d'une sorte de déconditionnement. Cela implique de sortir de ses repères cognitifs, d'opérer une forme de rupture relative avec les normes de sa culture d'origine et d'entrer dans un univers qui dépasse nos bornages identitaires. La dimension sensible de cette expérience consiste aussi à sortir de nos habitudes perceptives, c'est la dimension esthétique de l'exotisme qu'a tenté de théoriser Victor Segalen en son temps. La connaissance, la transgression et l'expérience d'une forme de disparition, via l'absence et l'immersion, sont de la partie. Avec la mondialisation, dans un monde hyperconnecté, ce genre d'aventure rarissime devient plus rarissime encore ! Le narcissisme a envahi le tourisme. [...]

En quoi les « vacances » qui sont si importantes dans notre société, sont-elles le revers d'un quotidien trop stressant animé par le culte de la performance ?

Les vacances sont étroitement arrimées à notre vie professionnelle. Celle-ci nous permet d'obtenir les revenus nécessaires pour financer nos loisirs.

Et puis la détente des uns est possible grâce au travail des autres. Une logique compensatoire est à l'œuvre ; il est banal d'entendre les gens parler du départ en vacances comme d'un besoin indispensable pour endurer le reste de l'année. Soit dit en passant, le productivisme du travail contamine souvent le temps soi-disant libre des vacances : nombre de séjours touristiques se transforment en marathon ; il faut en profiter à fond, voir et faire un maximum de choses. Le culte de la performance existe aussi pendant le temps dit « libre » : en montagne, par exemple, il est courant (sans jeu de mots) de rencontrer des « traileurs » pour qui marcher en altitude ne suffit plus. Critiquer le système touristique revient à remettre en cause l'ensemble d'un mode de vie lié à la société de consommation, c'est-à-dire à la société de production. De ce point de vue, l'oisiveté est un acte de résistance.

On pourrait vous rétorquer que la critique du tourisme de masse est une posture aristocratique, qui voudrait réserver le voyage à une élite. Or beaucoup de personnes ne prennent pas de vacances parce qu'elles n'en ont pas les moyens. Que répondez-vous à cette objection ?

Il faut, je pense, séparer le tourisme des vacances. Apprendre à être en vacance (au singulier) me semblerait salutaire, justement pour parvenir à ébranler les conditionnements de la vie ordinaire, par exemple en ayant recours à la contemplation. Le voyage relève d'une quête particulière qui n'est pas le privilège d'une élite économique ou politique, au contraire. Et s'il faut parler d'aristocratie, ce serait une aristocratie de comportement. Je me suis beaucoup intéressé à la philosophie du romancier Albert Cossery, or celui-ci voyait une aristocratie chez les gens de peu du Moyen Orient. Celle-ci consiste en un refus de se soumettre à l'air du temps, une indépendance d'esprit, un refus du pouvoir, des honneurs et de l'argent, un recours à l'oisiveté, ce luxe gratuit. Cela demande de faire des efforts de lucidité sur ce qui fait la valeur de l'existence. [...]

Quelles sont selon vous les autres voies qui existent face à l'industrie du tourisme ?

Le tourisme est le pur produit du capitalisme. Le tourisme durable représente peu de choses au plan quantitatif, et si tous les touristes se ruaient vers ce genre de prestations elles ne resteraient pas durables bien longtemps. [...]

DOCUMENT 7

media.unwto.org.
T. Rifai
15 août 2017

Le tourisme n'est pas notre ennemi. C'est son expansion qu'il faut encadrer pour une croissance durable

Taleb Rifai, Secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme.

Ces derniers mois, dans le monde entier, les médias nous alertent sur ce qu'il est convenu d'appeler la « tourismophobie » et nous abreuvant d'images de citoyens protestant contre l'« invasion des touristes » et l'expulsion des habitants par les entreprises touristiques.

Du point de vue économique, le voyage et le tourisme constituent une activité relativement récente. Pour autant, ils jouent désormais un rôle essentiel dans nos sociétés et notre mode de vie. Le tourisme représente en effet 10 % du PIB mondial, un emploi sur dix et 30 % du commerce des services. Il occupe une place centrale dans la balance des paiements d'un grand nombre de pays où il assure une source de revenus à la population.

Consciente que le tourisme peut contribuer à résoudre nombre de difficultés communes à l'ensemble de l'humanité, l'ONU a déclaré 2017 Année internationale du tourisme durable pour le développement, nous rappelant ainsi que toute croissance s'accompagne d'une nécessaire responsabilité.

Le tourisme durable est non seulement un tourisme qui contribue à la protection de l'environnement et à la préservation du patrimoine culturel tant matériel qu'immatériel, mais surtout un tourisme auquel les populations locales sont associées, un tourisme soucieux et respectueux de leur bien-être. Face au nombre croissant de visiteurs nationaux - n'oublions pas que dans certains pays tels que l'Espagne ou la France, les touristes nationaux sont plus nombreux que les touristes étrangers - et internationaux qui affluent dans certains hauts lieux du tourisme mondial et notamment dans certaines métropoles, il est indispensable de prendre des mesures d'encadrement dans l'intérêt de tous, tant des touristes que de celles et ceux qui les accueillent.

MAIS,

la croissance n'est pas un fléau, pas plus que ne l'est l'accroissement du nombre de touristes. De toute éternité, c'est de cette façon que l'humanité s'est développée. L'expansion du tourisme peut et doit amener la prospérité économique, créer des emplois et générer les ressources financières nécessaires pour assurer la protection de l'environnement et du patrimoine culturel, mais aussi le développement des communautés et le progrès qui sans elle ne seraient pas possibles. Elle contribue aussi, en nous permettant de rencontrer l'autre, à élargir nos horizons, à nous ouvrir l'esprit et le cœur, elle contribue à notre bien-être et participe à nous rendre meilleurs. Elle dessine les contours d'un monde meilleur.

Toutefois, pour que le tourisme soit une expérience enrichissante et pour les touristes, et pour leurs hôtes, il faut des politiques solides et durables et il importe que tous les acteurs concernés, les pouvoirs publics locaux et nationaux, les entreprises du secteur privé, les collectivités locales et les touristes eux-mêmes, y soient associés.

Le secteur a besoin de règles et de principes clairs, mais des principes qui n'entravent pas son expansion. Il lui faut des règles qui s'inscrivent dans un système de gestion durable, des mesures propices à une croissance au long cours :

1. Diversification des activités proposées et diversification géographique,

2. Systèmes et politiques intégrés et performants de gestion des visiteurs dans les lieux touristiques,
3. Politiques de réduction de la saisonnalité,
4. Incitation du secteur privé à investir dans de nouvelles régions et de nouveaux produits,
5. Incitations et politiques visant à réduire la consommation d'énergie et d'eau et à répondre aussi à d'autres besoins, problèmes et carences des populations locales.

Des études ont été menées sur différentes destinations qui s'efforcent de rester inclusives et profitables à tous face à une croissance exponentielle du tourisme. On citera notamment les cas de Venise et de Barcelone. À cet égard, rappelons que s'il importe de consulter les communautés locales et de les associer pleinement à la planification du tourisme, le rejet du tourisme qui se manifeste dernièrement est dû en grande partie à l'incapacité d'encadrer la croissance dans une perspective durable. Les méfaits des entreprises illicites, la dégradation des écosystèmes terrestres et marins ou la mauvaise conduite d'un petit nombre de voyageurs ne signifient pas que l'ensemble du secteur souffre d'un manque d'éthique. C'est l'encadrement qui lui fait défaut.

Il est important que les entreprises, les pouvoirs publics, la société civile et les voyageurs qui depuis des décennies s'efforcent à travers le monde de responsabiliser le tourisme n'aient pas travaillé en vain. Nous pouvons et nous devons continuer à mettre à profit ce secteur et les avantages qu'il recèle en termes d'emplois, de développement économique et d'interaction culturelle, et faire en sorte d'en atténuer autant que possible les effets indésirables.

L'essor d'une activité a toujours des revers, mais cela ne justifie en aucun cas d'y renoncer et de se priver des avantages incontestables qui en découlent. Il faut au contraire se montrer à la hauteur et l'encadrer au mieux. C'est là que se trouve toute la difficulté. Plus que jamais nous devons démontrer notre volonté d'améliorer le secteur, sans quoi il perdra tout son sens et son avenir-même sera menacé.

Ensemble, nous pouvons continuer à œuvrer à l'instauration d'un tourisme à la fois durable, équitable et suffisamment encadré, un tourisme qui fasse vivre des millions de personnes à travers le monde et qui soit source d'enrichissement chaque fois que nous franchissons une frontière et que nous allons à la rencontre d'une autre culture.

Ne perdons pas de vue le slogan de la campagne de l'Année internationale du tourisme durable pour le développement : " Voyage, apprécie, respecte ".

L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) est l'institution spécialisée des Nations Unies chargée du tourisme. Basée à Madrid, elle a vocation à promouvoir un tourisme responsable, durable et accessible à tous. L'OMT prône l'application du Code mondial d'éthique du tourisme. Son action consiste à maximiser les retombées socio-économiques du tourisme et à en atténuer les potentielles répercussions. L'OMT est résolue, à travers le tourisme, à favoriser la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) en participant à la réduction de la pauvreté et à la promotion du développement durable partout dans le monde.

DOCUMENT 8

journals.openedition.org
O. Dehoorne
Etudes caribéennes n° 4
Juillet 2006 - Extraits

L'avènement du tourisme de masse sous les tropiques. Éléments de réflexion sur les enjeux touristiques dans l'espace caribéen

Destinations lointaines, désirées et fantasmées, les rivages tropicaux s'ouvrent au tourisme de masse. Les transports aériens jouent un rôle essentiel dans ce processus : si les premières liaisons aériennes dans la région datent du début du XX^e, notamment avec l'ouverture des lignes entre La Havane et les États-Unis, la véritable organisation des transports aériens en faveur des déplacements touristiques se mit progressivement en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Sa démocratisation s'annonçait dans les années 1960 avec le développement des vols charters et la mise en service de gros porteurs.

Au cours des deux dernières décennies, la multiplication des vols charters et la libéralisation des transports aériens ont favorisé des arrivées touristiques accrues dans les principales destinations tropicales. Ces vols se sont d'abord concentrés sur les aéroports majeurs, régionaux et nationaux, à partir desquels les « touristes-voyageurs » pouvaient se disperser vers des lieux de séjour plus ou moins connus. Bien des îles demeuraient d'accès difficiles, nécessitant d'ultimes transports locaux, relativement longs. À cette première phase de polarisation au profit des capitales économiques, succède une nouvelle période caractérisée par des flux aériens plus diversifiés qui desservent directement les stations touristiques émergentes. Ces liaisons s'inscrivent parfois dans le prolongement d'anciennes liaisons bien établies, mais force est de constater la multiplication de ces vols internationaux directs qui associent directement métropoles nord-américaines et européennes et des destinations jusqu'alors méconnues comme Cayo Largo (Cuba), Porlamar (île de Margarita, Venezuela) ou Roatan (Honduras). L'avion constitue un moyen de transport privilégié, voire unique, pour le touriste qui souhaite séjourner dans ces destinations insulaires.

Incontestablement, au regard de l'importance des arrivées qui caractérisent les principales destinations insulaires, une nouvelle frontière touristique s'est ouverte à la fin des années 1980 : les îles et les rivages caribéens entrent alors dans l'ère du tourisme de masse. [...]

1. Le tourisme international dans l'espace caribéen

Les flux internationaux accueillis dans l'espace caribéen sont d'abord conditionnés par la proximité des riches foyers urbains et industriels nord-américains où résident les touristes potentiels majeurs. [...]

La dernière décennie du XX^e siècle marque bien l'avènement d'un tourisme de masse. Des réseaux privilégiés se précisent entre certaines îles et des métropoles nord-américaines et européennes. Et la diffusion du tourisme s'accompagne d'un partage territorial entre des

destinations accessibles aux classes moyennes, soutenues par des vols charters et contrôlées par des grands voyagistes (comme la République dominicaine, Porto Rico, Cuba, Aruba) et des lieux haut de gamme, réservés et préservés (comme Saint-Kitts, Saint-Barthélemy et de certaines îles des Bahamas, des Grenadines, les archipels côtiers du Belize).

2. Tourisme de masse et sociétés d'accueil : de la nécessité de définir de nouveaux indicateurs

L'emprise du tourisme sur les territoires insulaires et les littoraux en général mérite d'être reconsidérée au regard des caractéristiques des environnements d'accueil, tant biophysiques que socioculturelles. S'il est évident qu'en valeur absolue, l'activité touristique de l'espace caribéen reste très inférieure à celles des grandes régions d'accueil, comme les rivages de la Méditerranée ; la Caraïbe reçoit même deux fois moins de touristes que l'Europe du Nord, il est nécessaire de reconsidérer le total des flux au regard de l'exiguïté de territoires (235 000 kilomètres carrés sur la partie insulaire), du niveau de peuplement (37 millions d'habitants dans les îles), de la limite des ressources (l'eau) et de la fragilité des milieux d'accueil (les récifs coralliens). En outre, il faut insister sur l'inégale diffusion des touristes à l'échelle infrarégionale qui se traduit localement par des pressions redoublées sur certains micro-territoires insulaires.

Pour mieux cerner l'impact des flux, l'une des pistes d'analyse proposée par McElroy et de Albuquerque (1998) consiste à mesurer la fréquentation effective des lieux au regard de l'Indice de Pénétration Touristique (IPT). Cette méthode permet de mieux mesurer les pressions touristiques dans les petites îles qui comptent approximativement un million d'habitants et moins. L'indice proposé est élaboré à partir des trois indicateurs suivants :

- les dépenses moyennes des visiteurs par habitant, pour mesurer l'impact économique ;
- la moyenne quotidienne de touristes pour 1 000 habitants [soit (le nombre de touristes/la durée moyenne des séjours + le total des excursionnistes) divisé par la population résidente/365 jours] pour estimer l'impact socioculturel de ces arrivées ;
- la densité de chambre par kilomètre carré pour évaluer l'impact sur les milieux.
- L'indice ne permet pas de cerner les concentrations saisonnières et/ou aux échelles infranationales. Par contre, il permet d'envisager des approches comparatives pour les îles à partir de paramètres significatifs.

Les premiers résultats présentés par McElroy et de Albuquerque ont mis en évidence l'importance de la pénétration touristique dans la Caraïbe : parmi les îles les plus fréquentées du monde, 9 des 12 IPT les plus élevés sont caribéennes au premier rang desquels figurent Saint-Martin (rang 1), les Iles Vierges britanniques (2), Aruba (3).

Dans ces petits États insulaires, l'impact du tourisme est particulièrement important sur les plans économique, social, culturel et environnemental. Il procure plus de la moitié des revenus des Îles Caïmans qui comptent 115 chambres pour 1000 habitants. Le ratio de

chambres hôtelières par habitant est sensiblement identique dans les Antilles néerlandaises, à Aruba, dans les îles Turks et Caicos, dans les Îles Vierges Britanniques.

L'île d'Aruba, où l'on recense 113 000 habitants sur 193 km² reçoit plus de 720 000 touristes de séjours et quelques 230 000 croisiéristes. Considérant l'ensemble de ces flux, les pressions anthropiques s'avèrent d'une tout autre ampleur et posent inévitablement les questions relatives au choix de développement, aux modalités de valorisation des ressources, entre l'indispensable gestion de certaines ressources et les pressions économiques immédiates. Ces choix sont nécessairement influencés par les impératifs économiques : le solde de la balance courante de la Barbade affichait un déficit de 145 millions de dollars américains en 2000 pour une dette extérieure de l'ordre de 30 % du PIB ; la dette extérieure atteignant jusqu'à 66 % du PIB comme à Antigua-et-Barbuda (et même 69 % en 2000).

Enfin il convient d'insister sur l'accélération des processus d'urbanisation qui accompagne les nouvelles implantations touristiques et notamment les infrastructures hôtelières, sachant que ces constructions privilégient essentiellement les abords immédiats des côtes. Entre 1996 et 2001, environ 66 000 chambres hôtelières ont été mises en service dans la Caraïbe qui en compte désormais plus de 250 000 (hors Colombie et Venezuela). Parmi les croissances les plus spectaculaires, retenons la République dominicaine (55 000 chambres en 2000 contre 35 700 en 1996), Cuba (40 000 contre 27 000) qui devancent désormais la Jamaïque (24 000), les Bahamas (15 000) et Porto Rico (13 000).

Le développement d'un instrument de mesure tel que l'ITP (McElroy et de Albuquerque, 1998) permet de souligner le poids de ces pratiques sur des territoires exigus et d'envisager des seuils critiques. [...]

3. Les enjeux environnementaux en question

Au-delà de toute polémique, un premier constat s'impose : sur les littoraux tropicaux, et surtout sur les rivages insulaires, les modes de consommations touristiques actuelles occasionnent des dégradations qui peuvent renforcer localement celles provoquées par l'urbanisation, les pressions démographiques et les autres secteurs économiques en général.

Une réflexion sur les effets de ce tourisme de masse s'impose dans ces milieux marins fragiles, qu'il s'agisse de l'impact des croisières, lorsque plusieurs navires (avec près de 3 600 passagers chacun) se côtoient dans une même baie, ou de l'intensification des mouillages de plaisanciers dans les milieux coralliens longtemps ignorés du tourisme et des politiques de gestion. Les plages sont également au cœur des enjeux entre l'utilisation massive du sable pour la construction des nouveaux complexes (comme à la Havane) et les achats régionaux au profit des îles les plus riches qui se doivent d'avoir le sable le plus blanc de la région et la dégradation progressive des eaux de baignade sous l'effet de l'urbanisation et du tourisme qui peuvent conduire à la fermeture pour raison sanitaire. Se posent alors les problèmes de gestions des déchets, du recyclage des eaux usées avec des complexes hôteliers comme à Grand Anse (Grenade).

Ces situations conduisent à la fameuse « spirale de la mort » définie par McElroy : l'urbanisation littorale stimulée par les flux touristiques provoque une accumulation de pollutions domestiques qui conduit à la dégradation irréversible de certains lieux très fréquentés comme les plages de Miami Beach depuis les années 1960, de Condado (San Juan) depuis les années 1980. Et le cycle se reproduit implacablement sur d'autres plages de la région comme celles de Varadero, des Antilles françaises. Les nouvelles dimensions de ce tourisme de masse, avec des pressions particulièrement fortes sur des portions d'espaces réduites, sont à prendre en considération : l'absence de contrôle des flux, des réglementations contournées, la loi du profit immédiat dans un grand désordre ambiant nécessitent des réponses relevant du domaine politique ; s'orientent-elles vers du « tourisme jetable » comme le suggèrent certains centres de vacances nouvellement ouverts à la République dominicaine ? Les secteurs littoraux se détériorent rapidement sur ces territoires insulaires exigus, aux ressources limitées et dont le milieu biophysique constitue la principale richesse. Le non-renouvellement des ressources pose le problème des choix de développement qui pour l'heure relèvent des seules exigences de croissance économique.

L'environnement, la définition et la gestion des ressources sont au cœur de conflits qui relèvent de la politique ; selon les pressions des différents groupes d'acteurs : elles peuvent être motivées par des sociétés locales soucieuses de contenir les arrivées de ces étrangers ou relever d'une minorité de privilégiés qui, soutenus par d'autres élites internationales, entendent se réserver l'usage de certains lieux (comme dans de nombreuses petites îles privées de la région), mais les prises de décisions relèvent du domaine politique dans un contexte de concurrence et de course à l'emploi avec des associations d'intérêts, parfois occultes, entre des catégories d'acteurs endogènes et exogènes.

4. Logiques des lieux : recyclage, fermeture, déplacement

Pressions anthropiques croissantes, massification des flux, dégradation des ressources premières sont autant de réalités qui affectent les lieux touristiques : un hôtel de bord de plage des années 1970 noyé dans un nouveau quartier résidentiel, une structure hôtelière verticale en béton d'un autre âge, le manque d'espace et l'insuffisance des activités de plein air, la promiscuité avec une ville et une société locale, des lieux trop ouverts, des plages polluées... Les caractéristiques des environnements d'accueil et les goûts de consommateurs en vacances définissent la qualité de lieux touristiques en perpétuelle évolution.

Des lieux anciennement touristiques, trop proches de milieux urbains source de nuisances multiples et variées (embouteillage, pollutions, petite criminalité) perdent leur valeur internationale et se reconvertissent auprès des touristes nationaux, des élites dans un premier temps, rapidement confortées par les bourgeoisies urbaines (cf. Porto Rico, la Barbade, les Antilles françaises) ; de nouveaux complexes touristiques, spacieux et enclavés, peuvent être construits pour perpétuer le tourisme international du territoire en question comme à Isabela (Porto-Rico). En l'absence de terrain disponible et/ou de stratégies de remplacement, les anciennes structures sont « livrées » à la gestion locale (Pointe du Bout,

Martinique) tandis que les groupes d'investisseurs transnationaux se redéplient sur des territoires économiquement plus attractifs (par exemple la République dominicaine ou Sainte-Lucie).

D'autres lieux, autrefois réservés aux élites, se démocratisent, s'ouvrent au tourisme de masse (Aruba) tandis que leurs anciennes clientèles investissent d'autres archipels « vierges ». La préservation de lieux réservés aux élites s'effectue à travers des critères financiers (comme à Saint Barth, Moustique, etc.) ou/et avec l'appui d'arguments écologiques confortés par de sérieuses études universitaires qui insistent sur la nécessité de contenir la fréquentation « dans la perspective d'un développement durable ». Les processus d'appropriation des nouveaux lieux investis (comme les Grenadines, les Îles de la Baie, Honduras, ou les archipels côtiers de Belize) passent par des politiques rigoureuses de préservation et donc de contrôle du milieu, tant pour protéger la qualité des ressources que pour « se réserver » l'espace en question. Les dessertes aériennes y sont alors privées.

Les logiques touristiques antagonistes (tourisme des élites et tourisme de masse) se fondent alors dans la complexité des sociétés d'accueil ; de nouvelles alliances peuvent se dessiner entre des élites internationales et certains acteurs locaux. Et les enjeux écologiques deviennent un leitmotiv pour chaque catégorie de protagonistes qui entend les utiliser à ses fins.

Conclusion

Le tourisme est une activité essentielle pour l'économie caribéenne ; il vient en quelque sorte à la rescousse des économies de plantation en déclin. Le secteur se déploie dans un contexte régional de concurrence exacerbée où les offres sont faiblement diversifiées et les acteurs s'emploient à mettre en place des stratégies individualisées dont les arguments reposent davantage sur le coût des prestations, sur le prix d'un forfait attractif. L'avènement du tourisme de masse sous les tropiques ne peut pas être dissocié de ces réalités commerciales. Se posent alors des questions fondamentales sur l'apport économique de ce tourisme : son coût réel au regard des infrastructures d'accueil nécessaires, de ses consommations, des ressources naturelles, des retombées locales ?

Le tourisme de masse est devenu une réalité qui demande de nouvelles politiques d'aménagement, favorisant notamment une meilleure diffusion des flux (des rivages à l'intérieur des terres) et impliquant davantage les communautés locales afin d'optimiser les retombées et de mieux intégrer les enjeux environnementaux.

Parmi les clés pour l'avenir, il convient de mieux prendre en compte les réalités environnementales humaines et biophysiques des espaces considérés, de s'interroger sur le contrôle des terres et les processus de privatisation des ressources convoitées. La recherche d'alternatives, impliquant les communautés locales, tant sur les formes de consommations touristiques que dans le renouvellement des sources de revenus, s'impose pour s'écarter d'un développement monolithique extraverti.

lemonde.fr
R. Mbog
28 août 2019

Le Cap-Vert fait le pari d'un tourisme durable qui profite à tous

Alors que la population ne voit pas les retombées du tourisme de masse, l'Etat souhaite l'impliquer dans l'accueil des visiteurs en quête de séjours plus authentiques.

Avec ses cultures en terrasses et ses pentes vertigineuses, Santo Antao dévoile un spectacle grandiose, où alternent montagnes abruptes, vallées luxuriantes, canyons arides et côtes rocheuses. Un paradis pour les marcheurs et les amoureux d'horizons sauvages.

Depuis le printemps, les travaux de balisage des principaux itinéraires de randonnée sont terminés, facilitant le travail des guides indépendants comme M. Duarte. De même, depuis deux ou trois ans, les habitants, fortement encouragés par les autorités locales, ont commencé à développer diverses activités, de la petite épicerie-bar à la maison d'hôte, afin d'accueillir les visiteurs. À cela s'ajoutent la création de petites infrastructures et des chantiers d'extension des réseaux d'électricité et d'eau.

L'objectif est ambitieux : résorber la pauvreté en devenant l'une des plus grandes destinations du tourisme durable. « Pour cela, il est indispensable de favoriser l'implication des communautés à chacune des étapes », explique Valter Silva, l'adjoint au maire de Porto Novo (sud-est de l'île) chargé du développement économique.

« Déployer les atouts des îles rurales »

Le Cap-Vert, archipel perdu au large du Sénégal, affiche depuis vingt ans l'un des meilleurs résultats en matière de lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne. Il s'est hissé, en 2008, dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire et se situe aujourd'hui au 5^{ème} rang des pays subsahariens pour l'indice de développement humain des Nations unies, qui se fonde sur l'accès à l'éducation, l'espérance de vie, le revenu brut par habitant, etc. S'y ajoutent une évolution constante de sa croissance (5 % en 2018) et une inflation maîtrisée, autour de 1,3 %. Dans un rapport publié en juillet, l'ONG Oxfam fait figurer le Cap-Vert en tête des pays ouest-africains les plus engagés pour la réduction des inégalités, devant la Mauritanie et le Sénégal, et même devant le Ghana, la deuxième économie régionale.

Cette dynamique est favorisée par la stabilité politique et la solidité des institutions de l'ancienne colonie portugaise, indépendante depuis 1975. Et elle passera désormais par la promotion de l'écotourisme. « Jusqu'ici, l'activité était concentrée sur le tourisme balnéaire dans deux îles, Sal et Boa Vista. L'idée est de déployer les atouts des îles rurales comme Santo Antao, Sao Nicolau, Fogo ou Santiago, où on peut développer de belles alternatives autour du voyage écoresponsable et culturel », souligne Francisco Sanches Martins, directeur général au ministère du tourisme et des transports à Praia, la capitale.

Le « M. Tourisme » du Cap-Vert rappelle le double objectif du Plan stratégique national de développement durable adopté pour la période 2017-2021 : réduire les inégalités et protéger l'environnement. Ce n'est donc pas un hasard si l'île de Santo Antao, où la nature est encore préservée du tourisme de masse, a été choisie comme territoire pilote pour dérouler la stratégie gouvernementale.

Depuis les années 2000, le Cap-Vert est devenu une destination prisée, vantée comme un eldorado dans la plupart des guides touristiques. Entre 2010 et 2016, le nombre de chambres a doublé, passant de 5 800 à presque 12 000. La plupart de ces hébergements se trouvent concentrés dans des complexes de luxe installés sur les rivages de Sal, Boa Vista ou Sao Vicente, des îles courues par des foules de touristes en quête de farniente, de soleil et de plage.

Si l'archipel cherche aujourd'hui à diversifier son offre, c'est qu'il a bien conscience des limites auxquelles est parvenu le modèle actuel : près de 90 % des 700 000 visiteurs se rendant chaque année au Cap-Vert prennent des séjours « tout inclus » dans ces luxueux hôtels et plus de la moitié d'entre eux atterrissent dans la seule île de Sal. Les bénéficiaires

pour l'économie nationale sont dérisoires. Selon une étude de la direction régionale pour l'Afrique de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), seulement 17 % du budget des visiteurs, en 2016, avait été dépensé localement : dans l'achat de souvenirs, la restauration, les télécommunications ou la visite de sites patrimoniaux.

Les voyagistes font de la résistance

Mais échapper à ce modèle du « all-inclusive » ne sera pas facile : les voyagistes, en majorité des filiales de grands voyagistes internationaux, y opposent une farouche résistance. « Lorsque le tourisme a commencé à se développer, il n'y avait pas d'autre solution que des formules "tout compris". Aujourd'hui, le Cap-Vert étant en concurrence avec des destinations telles que les Canaries, les Baléares ou les Caraïbes, le forfait "all inclusive" est encore moins contournable. Le touriste qui se rend dans une destination inconnue ou émergente recherche d'abord sécurité et confort », argumente Victor Fidalgo, consultant pour The Resort Group, un consortium britannique spécialisé dans la création de complexes hôteliers et de villégiatures de luxe.

Le lobbyiste cherche surtout à accréditer l'idée que le Cap-Vert n'est pas encore en mesure, en termes d'infrastructures, d'attirer les personnes voyageant en dehors du « tout-inclus ». Ce qui, pourtant, est de moins en moins vrai. Partout, dans les autres îles, se développent de petites structures d'accueil, hôtels, pensions et chambres chez l'habitant, favorisant des séjours de découverte plus intimistes, des randonnées en montagne, la visite des nombreux parcs nationaux, sans oublier les sites inscrits au Patrimoine mondial de l'humanité tels que Cidade Velha, un bourg à l'est de Praia qui renferme un pan de la longue et tragique histoire de la traite négrière dans ce pays.

À cela s'ajoutent d'autres facteurs, comme l'amélioration sensible des liaisons maritimes et aériennes entre les îles (7 aéroports, dont 4 internationaux), l'émergence d'agences de voyage locales, qui tentent, tant bien que mal, de ne pas se laisser phagocyter par les tour-opérateurs étrangers, mais aussi les transferts d'argent des quelque 700 000 Capverdiens de la diaspora (soit 20 % du produit intérieur brut, juste après le tourisme, dont la part est de 25 %).

« Si nous voulons tenir notre ambition de 1 million de visiteurs en 2021 et 3 millions d'ici à 2030, nous n'avons pas d'autre choix que de diversifier l'offre et de poursuivre l'amélioration des capacités d'accueil et de transport en encourageant l'investissement privé local et étranger », indique Francisco Sanches Martins. En juin, la structure qu'il dirige a été transformée en institut du tourisme, devenu autonome. Mais sa mission reste la même : réguler l'industrie touristique et, surtout, parvenir à la création de 13 000 emplois directs supplémentaires dans le secteur d'ici à deux ans.

[...] « C'est une erreur de penser qu'on peut lutter efficacement contre la pauvreté dans un pays comme le Cap-Vert par le seul biais du tourisme, sans développer la pêche et l'agriculture. Or, ces deux secteurs peinent encore à satisfaire les besoins domestiques. Là se situe le vrai défi », estime Edivaldo Neves, responsable d'une ONG de développement communautaire sur l'île de Santo Antao.

Tommy Melo, cofondateur de Biosfera, un collectif citoyen de lutte contre la pollution, craint quant à lui que la promotion du tourisme finisse par faire du tort à la destination Cap-Vert, du fait des conséquences environnementales désastreuses que cela génère. « Certaines côtes de l'archipel commencent à devenir de véritables décharges maritimes », s'inquiète-t-il. Les craintes du militant écologiste résument en réalité toute la difficulté de concilier croissance économique, réduction de la pauvreté et préservation des écosystèmes.

DOCUMENT 10

banquedesterritoires.fr
J.-N. Escudié
30 juillet 2018
Extraits

Tourisme de masse : manne ou calamité ?

Pourquoi tant de haine ?

Cette expansion continue - dont rien n'indique qu'elle pourrait ralentir -, suscite pourtant des réserves croissantes, voire des réactions hostiles. Sont ainsi évoqués par les contempteurs du tourisme de masse : la surfréquentation des zones touristiques (selon l'OMT, 95 % des touristes mondiaux s'agglutinent sur moins de 5 % des terres émergées), la saturation des infrastructures, la dégradation des monuments et des sites, le risque de mono-activité touristique au détriment du reste de l'économie, les nuisances environnementales (pollution par les transports...), la pression à la hausse des prix à la consommation, la "confiscation" de certains lieux (quel Parisien met les pieds place du Tertre à Montmartre ?), la raréfaction des logements proposés à la location des habitants et la hausse des loyers...

Les exemples de "Tourism Bashing" ou de "tourismophobie" se multiplient ces derniers mois, un peu partout dans le monde. Ils prennent des formes très diverses. Les plus extrêmes sont les manifestations anti-tourisme ou les signes d'hostilité individuelle envers les touristes, comme cela fut le cas à Barcelone, il y a quelques semaines.

Le plus souvent, elles se traduisent plutôt par des mesures de contingentement ou par la mise en œuvre de dispositifs destinés à décourager les visiteurs : instauration d'un quota journalier de touristes comme à Dubrovnik, mise en place de tourniquets à l'entrée de certains quartiers (testée actuellement à Venise, qui détient le record du monde avec 545 touristes par an et par habitant...), interdiction ou restriction drastique de certaines formes de transports (Segway, bateaux taxis, calèches...) et interdiction des cars dans l'hyper-centre comme à Amsterdam, interdiction de l'ouverture de nouveaux commerces à vocation touristique toujours à Amsterdam, obligation d'un "package" minimum de dépenses journalières au Bhoutan (200 dollars en basse saison, 250 dollars en haute saison), obligation de réserver sa place à l'avance dans les campings des parcs nationaux californiens, taxation des touristes étrangers en Nouvelle-Zélande (15 à 21 euros)...

Sus aux plateformes de locations meublées !

Certain pays mettent en place des solutions encore plus extrêmes : les autorités indiennes viennent ainsi de fixer, pour le Taj Mahal, un contingent quotidien de 40.000 visiteurs... indiens, pour laisser la place à la manne des touristes internationaux, tandis que l'île de Majorque tente de lutter contre le "tourisme éthylique" en instaurant des amendes salées (500 euros pour les touristes s'enivrant dans la rue, 400 euros pour ceux qui se promènent à moitié nus ou créent du désordre).

La cible favorite reste toutefois la question du logement et, plus spécialement, celle des plateformes de locations meublées du type Airbnb. En ce domaine non plus, l'imagination ne manque pas. A Palma de Majorque (encore), la municipalité s'apprête à interdire purement et simplement ce type de location. A Madrid, la majorité (Podemos) entend rendre 95 % des logements impossibles à louer en instaurant une règle redoutable : pour être proposé à la location touristique, un logement doit disposer, comme un hôtel, d'une entrée indépendante du reste de l'immeuble... A Valence, seuls les rez-de-chaussée pourront être loués (ou les premiers étages si le rez-de-chaussée est occupé par un commerce). A Amsterdam, la durée de location meublée est limitée à 30 jours par an et pourrait même être interdite dans certains quartiers...

Même la Commission européenne, longtemps passive sur le sujet, s'y met. Au début du mois de juillet, elle a donné à Airbnb jusqu'à la fin du mois d'août pour améliorer la transparence de ses tarifs et pour mettre ses conditions d'utilisation en conformité avec les règles européennes.

Et la France, dans tout ça ?

[...] Mais le principal point de friction reste sans conteste celui des plateformes de location meublées. Même si on est encore loin des mesures radicales de certaines villes (voir plus haut), la réglementation s'est très nettement durcie : obligation d'enregistrement, limitation du nombre annuel de jours de location (120 jours), chasse aux annonces illégales, versement de la taxe de séjour... et les contrôles, comme les sanctions judiciaires, se sont eux aussi renforcés.

Le projet de loi Elan (évolution du logement, de l'aménagement et du numérique) prévoit d'ailleurs un renforcement supplémentaire de l'encadrement et des sanctions pour les contrevenants.

Les 100 millions de touristes, on les met où ?

Si les problèmes posés par l'impact des plateformes de locations touristiques meublées - encore inconnues il y a dix ans (Airbnb a été créée en 2007) - sont bien réels, les discours et certaines mesures ne sont pas exempts d'une part d'hypocrisie. L'hébergement marchand est en effet le mode d'hébergement de plus de 80 % des touristes internationaux. En ville, cela signifie donc en principe le recours à l'hôtel.

Or, si la capacité hôtelière a progressé en moyenne de 1,2 % par an entre 1982 et 2006, sa croissance est tombée à 0,7 % par an entre 2007 et 2017 - très loin de la progression des flux touristiques internationaux - et l'offre est aujourd'hui en quasi-stagnation avec un total d'environ 660.000 chambres (1,3 million de lits).

En 2017, plus de 800 hôtels ont fermé et la France sera totalement incapable d'atteindre les 100 millions de touristes internationaux - autrement dit 13 millions de plus qu'aujourd'hui - sans un recours massif à la location meublée. L'investissement hôtelier reste certes conséquent (3,1 milliards d'euros en 2016), mais il se concentre essentiellement sur des chantiers de rénovation ou des opérations de rachats, sans créer de capacités supplémentaires d'accueil.

Canaliser les flux

Au-delà des capacités hôtelières, la surfréquentation de certains sites touristiques suscite aussi des interrogations. Si les deux sites les plus fréquentés de France - la cathédrale Notre-Dame de Paris (12 millions de visiteurs) et la basilique du Sacré-Cœur (10 millions) - restent d'accès entièrement libre et gratuit, des questions se posent en revanche pour d'autres sites très visités, qui réfléchissent aujourd'hui aux moyens de canaliser les flux.

En Ile-de-France, ces questions se posent notamment à la tour Eiffel (6,5 millions de visiteurs), qui réorganise complètement - à l'occasion des actuels travaux de mise en sécurité contre les attentats - son circuit d'accueil et propose désormais d'acheter des tickets en ligne pour les ascenseurs. En juillet 2018, par exemple, la moitié des visites ont ainsi été réservées à l'avance. [...]

La surfréquentation, ce n'est pas qu'à Paris...

Ces tentatives de dériver les flux existent aussi à Versailles (5 millions de visiteurs et 7 millions avec le domaine), qui cherche à orienter une partie des visites vers le hameau de la Reine ou le Petit et le Grand Trianon, récemment restaurés. Mais les responsables du domaine hésitent toujours à développer un système de "yield management" (tarification variable) pour inciter les visiteurs à venir hors des créneaux les plus fréquentés. Il est vrai que l'hostilité des tours opérateurs et l'éloignement de Versailles ne facilitent pas une telle approche.

En province également, des questions similaires se posent au mont Saint-Michel (2,5 millions de visiteurs) où, malgré la refonte complète des accès et le rétablissement du

caractère maritime du mont, la gouvernance laisse toujours à désirer en attendant la mise en place de l'Epic, encore annoncée lors du dernier comité interministériel du tourisme.

On peut citer aussi la cité de Carcassonne (2 millions de visiteurs), où la municipalité s'efforce de multiplier les places de parking pour éviter la congestion et tente, sans grand succès, d'orienter les flux vers une seconde entrée dans la cité (la porte d'Aude, au lieu de l'emblématique porte Narbonnaise, accessible à pied depuis la ville basse).

"Faire face au succès"

Sauf crise mondiale, il n'existe aucune raison objective pour que ces flux touristiques se tarissent. L'émergence de classes moyennes en Chine (déjà environ 200 millions de personnes) ou en Inde devrait au contraire les renforcer. On voit également mal quel pays touristique serait prêt à se passer de l'apport du tourisme dans le PIB et dans l'emploi. En France - pays à l'activité pourtant très diversifiée - le tourisme et ses effets induits approchent déjà les 8 % du PIB et les deux millions d'emplois, avec une perspective de 3 millions à l'horizon 2028.

Il faut donc trouver des solutions pour s'adapter intelligemment à ces évolutions. Et le WTTC - World Travel & Tourism Council, créé en 1991 par de grands acteurs privés du tourisme - en propose justement dans un rapport très riche (mais uniquement en anglais), intitulé "Coping with Success - Managing Overcrowding in Tourism Destination" ("Faire face au succès - Gérer la surfréquentation dans les destinations touristiques").

Le temps presse...

Réalisé par le cabinet McKinsey, l'étude rappelle l'urgence d'une réaction face à la montée de la tourismophobie : selon un sondage réalisé pour cette étude, 36 % des habitants interrogés dans des destinations "en surchauffe" considèrent que "les visiteurs internationaux mettent trop de pression sur leurs pays". Ils n'étaient encore que 18 % six mois plus tôt...

L'étude passe donc en revue 68 villes touristiques (essentiellement des capitales, dont Paris) et examine un grand nombre de "meilleures pratiques".

Elle en tire un certain nombre de conclusions. Ainsi, il apparaît que la surfréquentation n'a pas le même sens dans deux destinations différentes. Le contexte et l'histoire sont donc des éléments essentiels à prendre en compte. Dans le même esprit, la surfréquentation est "davantage une question de sensibilité que de statistiques". Il est donc tout aussi important de chercher à objectiver les difficultés et les problèmes. Enfin, la surfréquentation est plus facile à prévenir qu'à "réparer". Il faut donc anticiper, en construisant des bases de données fiables, en menant des politiques de long terme pour permettre une croissance soutenable, en impliquant toutes les parties prenantes et en cherchant de nouvelles sources de financement.

[...]

DOCUMENT 11

linfodurable.fr
M. Taberlet
18 février 2019
Extrait

Slow tourism, cuisine solidaire, maisons écologiques : l'Italie, terre d'innovations durables

l'Italie ne manque pas d'imagination en ce qui concerne les innovations durables. Ce pays de 300 000 km², peuplé de 60 millions d'habitants est particulièrement performant en ce qui concerne la diminution de sa production de déchets et l'assainissement et la gestion de ses ressources en eau - il se situe en première position mondiale dans le classement 2018 de l'Université de Yale.

Le pays, qui a été touché par plusieurs scandales sanitaires et environnementaux comme le recyclage illégal de déchets toxiques par la Camorra ou la pollution de l'aciérie ILVA dans les Pouilles, se situait par ailleurs en 2018 en 16^{ème} position dans le classement mondial de l'Université de Yale des pays les plus performants en matière de protection de l'environnement. Les institutions et les citoyens tentent progressivement de trouver des solutions aux problématiques de notre époque.

Slow tourism et "Fairbnb"

L'un des principaux enjeux à prendre en compte en Italie est le problème du tourisme de masse. L'Italie se situe en 4^{ème} position dans le classement des destinations touristiques mondiales. Le pays est d'ailleurs surnommé "Il bel paese" pour ses paysages et ses villes magnifiques. Ce tourisme massif entraîne des problèmes économiques et environnementaux. Il s'agit alors désormais de développer un tourisme "durable", capable de satisfaire les besoins des touristes et des régions d'accueil tout en préservant l'environnement et l'intégrité culturelle. Voici quelques-unes des solutions qui s'implantent petit à petit en Italie :

- Un ticket d'entrée à Venise pour limiter le tourisme de masse et préserver la ville : la ville de Venise a imposé un système de tickets d'entrées pour les touristes - appelé la "taxe de débarquement" - afin de contribuer à la préservation de son centre historique : les bénéfices serviront à financer les coûts de propreté.
- Le "slow tourism" dans les villages italiens avec Airbnb pour désengorger les sites touristiques - comme Venise -, les autorités misent également sur le "slow tourism" - le tourisme lent -. Un partenariat a été créé avec Airbnb pour lutter contre la désertification et relancer l'activité économique des milieux ruraux.
- Fairbnb : une alternative éthique à la plateforme Airbnb. Pour aller encore plus loin en termes de tourisme durable, une plateforme alternative à Airbnb va être implantée à Venise et à Bologne. Une "politique de l'hôte unique" sera mise en place pour lutter contre le tourisme de masse et par conséquent contre la hausse des prix liée à la gentrification. La plateforme Fairbnb versera 50 % des bénéfices réalisés à des projets locaux.

[...]